

L'industrie québécoise se dote d'un plan de développement

Page B 1



L'Iran réussit le test de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Page B 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCV N° 273

LE MARDI 30 NOVEMBRE 2004

87c + TAXES = 1\$

Les médecins spécialistes exigent un rattrapage d'au moins 500 millions

Une étude établit entre 26 et 38 % l'écart salarial avec les autres provinces

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le Comité d'étude sur la rémunération des médecins spécialistes vient de remettre son rapport: le gouvernement Charest fera face à une note de 500 à 700 millions s'il entend respecter l'engagement de corriger les écarts de rémunération entre les médecins spécialistes québécois

et leurs confrères du reste du Canada.

«Pour les médecins spécialistes du Québec, être les derniers au Canada, ce n'est pas acceptable», a déclaré hier au *Devoir* le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), le Dr Yves Dugré. La FMSQ a tenu une conférence de presse, hier, afin de dévoiler ce rapport du Comité d'étude sur la rémunération des médecins spécialistes.

Selon une compilation de l'Institut canadien d'information sur la santé reprise dans le rapport, un médecin spécialiste québécois gagne en moyenne 233 000 \$ par an alors que la moyenne canadienne s'établit à 343 000 \$. Le spécialiste québécois se retrouve au dernier rang derrière ses confrères des provinces moins bien nanties comme la Nouvelle-Écosse (333 000 \$), le Nouveau-Brunswick (327 000 \$) et Terre-Neuve et La

brador (314 000 \$). De son côté, le médecin spécialiste ontarien gagne en moyenne 332 000 \$ par an.

Ce sont là des données de rémunération brute qui, à des fins comparatives, doivent être pondérées afin de tenir compte de la charge de travail et du coût de la vie ou de la richesse collective dans chacune des provinces.

VOIR PAGE A 8: MÉDECINS

Ottawa, passerelle vers l'Europe

La visite de George W. Bush pourrait s'avérer déterminante

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — L'imposante livraison des barrières de sécurité est arrivée au parlement, les hélicoptères ont commencé à survoler Ottawa, les forces policières sont sur le qui-vive et des milliers de manifestants attendent avec impatience de pouvoir crier leurs slogans. Si la capitale canadienne est en effervescence, ce n'est toutefois rien de nouveau pour le président américain George W. Bush, qui reçoit ce type d'accueil partout sur la planète.



George W. Bush devrait demander l'aide du Canada pour la tenue des élections en Irak

Néanmoins, cette visite officielle de deux jours qui commence aujourd'hui revêt une importance particulière, tant pour le président américain que pour le premier ministre Paul Martin, mais pour des raisons différentes. Alors que le Canada veut placer le séjour de M. Bush sous le signe de la détente dans les relations avec nos voisins du sud, principalement sur le plan économique, les officiels américains ont davantage un objectif diplomatique, avec les yeux rivés sur les prochains voyages du président en Europe.

George W. Bush a promis en campagne électorale de réparer les ponts diplomatiques endommagés par la guerre en Irak. Dans le but de lancer son deuxième mandat sur une bonne note, le président entame

VOIR PAGE A 8: BUSH

Michel Bourdon (1943-2004)

Un homme de combats

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Syndicaliste redoutable, orateur hors pair et homme politique aux convictions inébranlables, Michel Bourdon s'est éteint hier matin à l'hôpital Saint-Charles-Borromée à l'âge de 61 ans, terrassé par la sclérose en plaques contre laquelle il luttait depuis 12 ans.



Michel Bourdon

Il fut député péquiste de 1989 à 1996, mais on se souviendra aussi de Michel Bourdon pour ses années de militantisme syndical à la CSN, alors qu'il a vivement dénoncé le banditisme dans l'industrie de la construction, menant à l'instauration d'une commission d'enquête.

Indépendantiste de la première heure avec le RIN, Michel Bourdon fait le saut en politique active en 1989,

VOIR PAGE A 8: BOURDON

INDEX

Annonces.....	A 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 4
Culture.....	B 6	Monde.....	B 5
Décès.....	A 4	Mots croisés..	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 6

Déchirée, l'Ukraine pourrait retourner aux urnes



VASILY FEDOSENKO REUTERS

ORANGE contre bleu: un partisan du chef de l'opposition ukrainienne, Viktor Iouchtchenko, débattait hier avec un adversaire soutenant de son côté le premier ministre élu président de l'Ukraine dans la controverse la plus totale, Viktor Ianoukovitch. Les deux hommes participaient à des manifestations près du bâtiment de la Cour suprême du pays, qui tient entre ses mains le sort de l'élection — et par le fait même, la stabilité du pays. La Cour pourrait annuler les résultats de l'élection dans les prochains jours, ce qui ouvre toute grande la porte à un nouveau scrutin, réclamé par le camp Iouchtchenko et soutenu aussi par l'actuel président au pouvoir. Nos informations en page B 5.

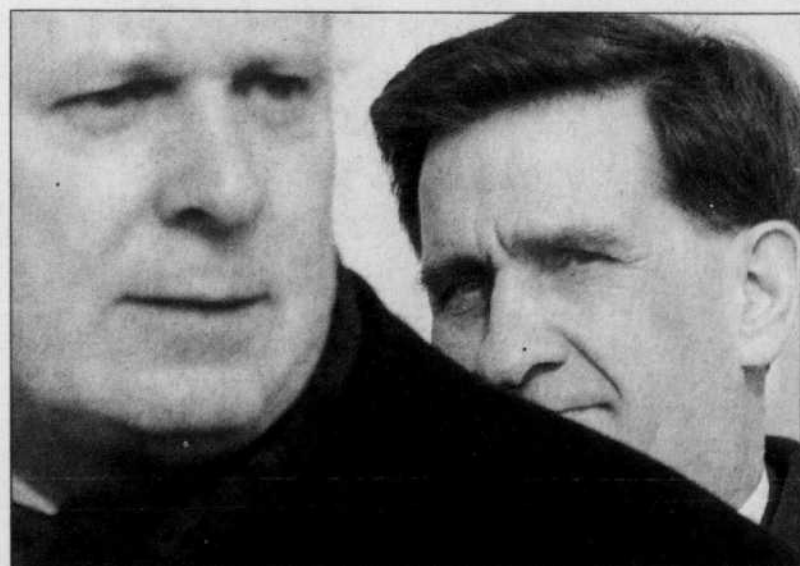
Le Québec en arrêt sur image

L'Annuaire du Québec 2005 explore une année politique et sociale très mouvementée

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Cela aura été une année de bouillonnement intensif: deuxième année du mandat du gouvernement Charest, défusions municipales, grandes contestations sociales, tintamarre CHOI-FM, retour en force du Bloc québécois sur la scène fédérale, chute de Paul Martin au même endroit. Trois cent soixante-cinq jours d'ébullition, résume-t-on dans le tout frais sorti des presses *Annuaire du Québec 2005*, cet *État du monde* de chez nous, qui fait cette année encore un arrêt sur image de l'actualité, pour tenter de comprendre un Québec ondoyant.

Pour sa dixième édition, l'ouvrage de référence revient à ses proportions habituelles, soit quelque 700 pages (écrites par 75 collaborateurs). Ce qui demeure une brique, mais tout de même moins imposante qu'en 2004, là où 130 collaborateurs avaient tracé le portrait global de la province. «C'est l'an dernier que c'était démesurément gros», dit le directeur de la publication, le chroniqueur du *Devoir* Michel Venne, également directeur général de l'Institut du Nouveau Monde (INM). Le petit plus avait alors été imposé pour marquer le



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Deux figures marquantes de l'année politique au Québec, le premier ministre Jean Charest et son ministre des Finances, Yves Séguin.

coup du changement de cap opéré à la tête et au corps du livre, dont c'était la première édition dirigée par M. Venne.

Selon ce dernier, les nouveautés visuelles et thématiques introduites l'an dernier ont porté leurs fruits: il se serait vendu environ deux fois plus d'An-

nuaire du Québec se transforme lui aussi au fil des ans. Ainsi, après être apparu en 1996 sous la forme d'une vaste revue de presse (on l'appelait alors *Québec 1996*), l'ouvrage a cherché d'année en année à élargir ce créneau pour devenir plutôt un «outil de réflexion et d'analyse», prenant appui sur l'actualité pour dégager les grands enjeux de société qui se dessinent au jour le jour, parfois avec éclat, parfois subtilement. «On le voit maintenant, dit le directeur, il y a beaucoup moins de journalistes qui participent à la rédaction, et beaucoup plus d'experts: c'est un choix dicté par une volonté d'aller davantage vers des textes analytiques.»

On trouve quand même une foule d'éléments factuels (chronologie des événements et statistiques), mais l'accent est mis ailleurs. *L'Annuaire du Québec*, soutient Michel Venne, n'est pas un almanach. «C'est une photo du Québec, où on essaie de voir comment ce qui s'est passé de significatif dans les 12 derniers mois [la période couverte s'étend de septembre à septembre, délai d'impression oblige] pourra influencer l'avenir.»

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC

■ Lire aussi des extraits de *L'Annuaire du Québec 2005* en page A 7

ACTUALITÉS

BOURDON

SUITE DE LA PAGE 1

dans la circonscription de Pointe-aux-Trembles, voisine de celle de son ex-épouse, Louise Harel. Au début de son deuxième mandat, la maladie le force cependant à battre en retraite. «Il n'avait pas envie de partir, il adorait cela. Il avait le verbe facile», se rappelle sa fille, Catherine Harel-Bourdon.

Quelques mois plus tôt, lorsqu'elle terminait ses études collégiales, son père lui avait fait la promesse de vivre assez longtemps pour connaître ses enfants. «Il l'a tenue. Il n'a jamais lâché devant la maladie. Mon fils a sept ans et ma fille, quatre ans. Il ne pouvait pas faire les mêmes activités avec eux, mais il était très content de pouvoir les voir.»

Dévoué au combat social et indépendantiste, Michel Bourdon entame une nouvelle bataille contre cette maladie pernicieuse. La sclérose le prive peu à peu de ses moyens et le rend aveugle, un sort terrible pour ce grand lecteur qui devra compter sur les visiteurs et les employés du centre pour lui lire les éditoriaux du jour. Affaibli par la maladie, il continue néanmoins de prendre la défense de ses pairs: «Je me rappelle une sortie qu'il a faite, il y a deux ans, pour dénoncer l'absence de climatisation au centre. Il a aussi siégé au comité des usagers», poursuit sa fille.

Syndicalisme

C'est comme journaliste que Michel Bourdon a commencé sa carrière, notamment au *Nouveau Journal*. En 1968, il fonde le syndicat des journalistes de Radio-Canada, affilié à la CSN, et les syndiqués se dissocient ainsi de la Guilde canadienne des journalistes. «Il faisait partie de ceux qui, comme René Lévesque, pensent qu'être informé, c'est être libre», souligne le chef du Parti québécois, Bernard Landry.

Cette première vocation connaîtra une fin abrupte en 1970. «Pendant la crise d'octobre, il a tenu une conférence de presse pour dénoncer la censure, ce qui lui a valu d'être congédié», se rappelle un ancien collègue de travail de la CSN, Yvan Sinotte.

Il aboutit alors, sans surprise, comme conseiller syndical à la CSN, où il dénoncera la violence et les relations mafieuses de son homologue de la FTQ, André Dédé Desjardins. Commissaire lors de l'enquête sur le banditisme dans l'industrie de la construction, Guy Chevrette se rappelle un homme direct, qui n'avait pas froid aux yeux. «Il avait beaucoup de toupet. Il ne craignait pas de dire ce qu'il pensait. En politique, il a gardé cette marque de commerce. Que cela plaise ou pas, il donnait toujours l'heure juste», se souvient l'ancien ministre péquiste.

Le courage dont il fait preuve lui attire les foudres de ses ennemis, qui placent même un «contrat» sur sa tête. «Quand j'étais enceinte, notre auto avait été démolie à coups de barre de fer. Nous avons fait l'objet d'une surveillance policière 24 heures sur 24 pendant presque un an», se rappelle sa conjointe de l'époque, la députée Louise Harel.

Les deux êtres politiques s'étaient rencontrés au temps de la crise d'octobre, alors qu'il était à Radio-Canada et qu'elle présidait l'Union générale des étudiants. Le militantisme marquera leur vie commune, les forçant même à interrompre leur voyage de noces en 1973 pour aider à faire libérer un ami chilien emprisonné lors du coup d'État de Pinochet.

Leur séparation au début des années 1980 se passe tout en douceur. «Michel disait toujours "on a raté notre mariage, on va réussir notre divorce"», relate la femme politique qui a passé les dix derniers jours à veiller son ex-époux. Un tremolo dans la voix, elle raconte combien il l'a encouragée dans sa vie politique, «à une époque où les femmes demandaient surtout aux hommes de ne pas leur nuire». Un des derniers grands discours à l'Assemblée nationale sera d'ailleurs consacré au projet de loi sur l'équité salariale, piloté par Mme Harel.

Tous ceux qui ont côtoyé le syndicaliste et l'homme politique soulignent sa verve et son bagout. «C'était un homme de feu, doté d'une fougue et d'une éloquence extraordinaires», observe la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Bernard Landry a quant à lui salué le courage de ce «militant exceptionnel». «C'était un homme de gauche, non gauchiste. Il ne se laissait jamais aller à des dérivés relevant de l'utopie. Il était partisan d'une gauche qui pouvait se faire et non se rêver. Pour lui, le bien commun passait par l'indépendance», déclare le chef du Parti québécois.

Michel Bourdon sera exposé vendredi et samedi au Salon Magnus Poirier, au 6825 Sherbrooke est. Un hommage lui sera rendu samedi, à 11h15.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémorial)

Au téléphone (514) 525-1149
Par courriel info@lememorial.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

EN BREF

PKP accroît sa mainmise sur Quebecor World

Pierre Karl Péladeau accroît sa mainmise sur les activités de l'imprimeur commercial Quebecor World, à la faveur d'une réorganisation qui fera en sorte que les présidents des unités nord-américaines relèveront directement du président et chef de la direction de la société. Quebecor World a fait savoir hier soir que le poste de directeur de l'exploitation pour l'Amérique du Nord, qu'occupait David Boles, était supprimé, de même que les autres postes qui relevaient de M. Boles. M. Boles demeure chez Quebecor World, à titre de conseiller spécial de M. Péladeau. «La société a décidé que cette nouvelle structure servirait mieux

à l'avenir nos clients et nos actionnaires», a déclaré M. Péladeau par voie de communiqué. «Elle me permettra d'avoir une relation plus directe avec la direction des opérations et de réduire les redondances dans d'autres secteurs des services», a-t-il ajouté. M. Péladeau a pris en mars dernier la direction de Quebecor World, dans le but de procéder au redressement de l'imprimeur qui était en difficulté. M. Péladeau avait alors décidé de se consacrer pleinement à l'amélioration des résultats de Quebecor World, abandonnant même pour ce faire la direction de Quebecor Média. Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, Quebecor World a généré un bénéfice net de 99,2 millions \$US, en hausse par rapport aux profits de 22,5 millions \$US de la période correspondante de 2003. — PC

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

Selon l'économiste Diane Marleau, l'experte indépendante dont le comité a retenu les services, l'écart réel se situe entre 26 % et 38 %, après la pondération, au détriment des médecins spécialistes québécois. Ensemble, les 8000 médecins spécialistes du Québec reçoivent du gouvernement une rémunération annuelle d'un peu plus de 1,8 milliard. C'est donc dire que l'écart constaté se traduit par une note variant de 500 à 700 millions, selon les hypothèses retenues par l'économiste.

Après une série de journées d'étude décrétées à la fin de 2002 et au début de 2003 par les médecins spécialistes, le ministre de la Santé et des Services sociaux à l'époque, François Legault, et les représentants de la FMSQ en étaient venus à une entente en février 2003. Les médecins recevaient une augmentation de 2 % à l'instar des employés de l'État ainsi qu'un ajustement temporaire de 5 %.

En outre, le gouvernement et la FMSQ signaient, le 1^{er} avril 2003, une lettre d'entente visant la mise sur pied d'un Comité d'étude pour déterminer l'ampleur des écarts de rémunération entre les médecins spécialistes du Québec et ceux du reste du Canada. Le comité était formé d'un expert indépendant — Mme Marleau —, de représentants de la FMSQ, des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux et d'un représentant du Conseil du trésor.

En vertu de cette entente, le rapport devait être remis au plus tard le 31 octobre 2003. Son dépôt a donc plus d'un an de retard. Le gouvernement et la FMSQ s'engageaient ensuite à négocier sur les écarts à corriger et l'échéancier de cette correction, qui ne peut s'étendre sur plus de quatre ans.

«Le gouvernement s'engage à corriger les écarts reconnus par les parties afin de s'assurer et de maintenir un niveau de rémunération concurrentiel visant à permettre la rétention et le recrutement des médecins spécialistes nécessaires au bon fonctionnement du système de santé»,

peut-on lire dans cette entente. Les correctifs devaient commencer à s'appliquer à partir du 1^{er} avril 2004.

Évidemment, le gouvernement s'est réservé des portes de sortie. Ainsi, le rapport du comité n'est pas unanime. L'expert y va de son évaluation, qui situe l'écart entre 26 % et 38 %, avec un penchant pour 34 %. La FMSQ avance le chiffre de 44 %. Le Conseil du trésor, de son côté, en utilisant des méthodes que l'experte réproche, finisse pour arriver à un écart de 10 %. On le voit: plutôt que de convenir d'une méthode objective, on a établi, de part et d'autre, ses propres bases de négociation.

«Comment on va régler ça? Je pense que ça va prendre des négociations éclairées, imaginatives, dans un esprit d'objectivité et non pas avec une mathématique asymétrique», a dit le D^r Dugré.

Le temps n'est pas encore aux moyens de pression, mais bien aux négociations, a-t-il convenu. De toute manière, il est de tradition que les médecins attendent avant de négocier intensivement leurs conditions de rémunération avec le gouvernement que les négociations avec les employés de l'État soient terminées. Les moyens de pression utilisés fin 2002 et début 2003, qui se sont traduits par une série de journées d'étude, par le refus de remplir des formulaires de la Société d'assurance automobile du Québec et la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) et par le refus de s'occuper des étudiants en médecine dans les hôpitaux, avaient failli compromettre l'année scolaire de ces derniers et contribué à allonger les listes d'attente des chirurgies électives.

Au cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, on a indiqué, hier, que le cadre de négociation pour les médecins spécialistes était le même que pour les employés de l'État, soit 12,5 % sur une période de six ans. Bien qu'on reconnaît l'existence d'«écarts historiques», il faudra, pour que le gouvernement consente à hausser la rémunération des médecins, que l'augmentation corresponde à une amélioration des services pour les patients, a-t-on souligné.

Le Devoir

Hécatombe



JASON SOUTH REUTERS

UNE MÈRE et son enfant s'attardaient hier près de carcasses de baleines et de dauphins, sur la plage de Sea Elephant, une île du sud de l'Australie. Plus de 120 baleines et dauphins sont morts après s'être échoués sur les plages de deux îles du pays, où les équipes de secours tentaient toujours hier d'empêcher d'autres cétacés de s'échouer. Au total, 97 animaux — 72 baleines pilotes et 25 grands dauphins — sont morts dimanche sur King Island. Sur Maria Island, à 450 km de là, ce sont 25 baleines pilotes qui sont mortes après s'être échouées. Ces échouements surviennent un an après la mort dans des circonstances similaires de 110 baleines et 10 grands dauphins sur une plage de la côte désertique de l'ouest de la Tasmanie. À l'époque, les scientifiques avaient expliqué qu'un prédateur, tel qu'une orque tueuse de baleines, pourrait avoir poussé les mammifères marins vers la côte et avoir ainsi entraîné leur mort.

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE 1

À cet égard, la matière ne manque pas. L'édition 2005 aborde une panoplie de sujets dans une pléiade de secteurs: démographie, économie, santé, éducation, culture, médias, vie politique, administration publique, problématiques régionales... Le dossier spécial de l'année est consacré à la seconde année du mandat de Jean Charest, avec notamment des textes sur les nombreux affrontements entre gouvernement et acteurs sociaux, la saga du Suroit, les partenariats public-privé (PPP) et les problèmes dans le milieu collégial.

Le défi, dans ce foisonnement d'événements, devient donc de faire le tri entre l'anecdote et le signifiant. Pour réaliser cette tâche, Michel Venne a pu compter cette année sur l'aide de comités d'orientation issus de son nouvel Institut du Nouveau Monde: c'est là la première étape d'un partenariat à long terme, puisque l'INM, organisme fondé en avril et s'intéressant à la «participation civique dans une perspective de justice sociale», aura dorénavant la responsabilité de l'ouvrage. «L'impression de l'Institut n'est pas for-

te dans cette édition, dit M. Venne, mais, dès l'an prochain, des comités de l'INM prendront la direction de certaines sections.»

Le choix des thèmes abordés est, pour l'instant, fait en collaboration avec des institutions et différents experts, capables d'indiquer là où les chercheurs ont produit des connaissances nouvelles en cours d'année. Bien souvent, les textes de *L'Annuaire* sont donc des versions inédites et remaniées de ces textes, des textes qui se lisent en une vingtaine de minutes, accessibles à ce que Michel Venne appelle «le grand public, le lecteur moyen d'un journal».

Les auteurs sollicités ont carte blanche, mentionne le directeur de l'ouvrage, mais le livre n'est pas un recueil de textes d'opinion pour autant. «Je leur demande de produire un texte d'information et d'analyse. C'est évident qu'en faisant une analyse on tire une conclusion, mais celle-ci est appuyée par des faits [...] L'Annuaire est d'abord un ouvrage de référence, le factuel doit être présent. Sauf que l'analyse qu'on propose amène forcément des regards différents: il faut à ce moment-là présenter plusieurs points de vue.» Michel Venne cite en exemple la question de la langue française: à une analyse «plutôt pessimiste» dressée par Charles Castonguay l'an dernier, succède cette année une vision qu'il juge plus «optimiste». «Les papiers

BUSH

SUITE DE LA PAGE 1

donc avec sa visite au Canada une série de tête-à-tête dans plusieurs capitales du monde. Une tournée européenne est d'ailleurs à l'agenda dès le début de l'année prochaine.

La visite au Canada doit donc être fructueuse et annoncer un réchauffement dans les relations diplomatiques entre les États-Unis et les pays opposés à la guerre, croit Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. «La visite est légèrement plus importante pour Bush que pour Martin, estime-t-il. Il a besoin de renforcer ses liens avec le Canada pour que Paul Martin puisse agir comme passerelle avec les Européens. Il veut ouvrir son mandat sur une note différente, plus multilatérale, et sa visite ici est le premier test pour le prouver. C'est crucial pour lui avant son séjour en Europe.»

Conscients des objectifs de leur invité de marque, les officiels canadiens prennent d'ailleurs bien soin de faire diminuer les attentes à propos de la visite du président. «Il ne faut pas attendre d'annonces importantes», a souligné un responsable sous le couvert de l'anonymat.

Selon des sources gouvernementales américaines et canadiennes, le président, qui est accompagné par le Secrétaire d'État, Colin Powell, et sa successeuse Condoleezza Rice, va aborder plusieurs questions internationales, notamment sur l'Afghanistan et le Darfour. Il devrait aussi demander l'aide du Canada dans le délicat processus électoral qui s'amorce en Irak. Une annonce pourrait même être faite dès aujourd'hui dans ce domaine.

Les deux dirigeants devraient également lancer la dernière ligne droite du conflit sur les exportations de bœufs. Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a confirmé hier les informations en provenance de Washington dont faisait état *Le Devoir* il y a 10 jours.

«La décision a été annoncée la semaine dernière que le processus de règlement dans le cas de la vache folle serait respecté, et le président fera sûrement écho à ce processus [aujourd'hui], a-t-il dit. Normalement, ce processus prend moins de six mois et débouche sur un accès complet au marché américain.»

Pierre Pettigrew a également souligné l'importance de «réchauffer» les relations avec le principal partenaire économique du Canada. «La rencontre [d'aujourd'hui] va nous permettre de partir sur une bonne base avec la nouvelle administration américaine, a-t-il soutenu. C'est une relation complexe et globale, il y a peu d'aspects dans la vie des Canadiens qui ne touchent pas nos relations avec les États-Unis. Il faut améliorer nos relations pour que ça se reflète partout aux États-Unis et notamment au Congrès.»

Lors de sa réunion de travail avec George W. Bush cet après-midi, Paul Martin abordera aussi l'épineux dossier du bois d'œuvre, même si aucun déboisement n'est attendu. Il devrait faire part de son exaspération à voir les États-Unis défer les décisions de l'OMC et de l'ALENA, toutes favorables au Canada.

L'idée chère à Paul Martin d'un forum international réunissant les 20 puissances régionales de la planète, sorte de G 20, sera aussi sur la table. Le controversé bouclier antimissile ne sera toutefois pas abordé, parce que «l'administration américaine ne met pas de pression, ni aucun échéancier» dans ce dossier, a soutenu une source canadienne lors d'un rencontre préparatoire avec les médias.

Duceppe et Layton vont rencontrer Bush

Après leur session de travail en après-midi, MM. Martin et Bush se rendront à un grand souper servi au Musée des civilisations de Gatineau en l'honneur du président. Plus de 600 personnalités de marque sont attendues, dont les premiers ministres provinciaux et l'ex-premier ministre canadien Jean Chrétien.

Grâce à l'intervention de l'ambassadeur américain au Canada, Paul Cellucci, les chefs du NPD et du Bloc québécois pourront parler quelques minutes avec le président durant ou avant le repas. Les deux leaders ont affirmé vouloir aborder les grands sujets de l'heure comme le bois d'œuvre et le bouclier antimissile. Jack Layton a aussi l'intention de remettre en main propre une lettre ouverte très dure et très critique adressée au président.

Dans la rue

Dehors, toute la journée, les manifestants seront eux aussi au rendez-vous. Que ce soit devant le parlement ou autour des nombreux périmètres de sécurité, des milliers de personnes sont attendues. Les organisateurs des manifestations estiment que 5000 à 15000 citoyens pourraient protester contre l'administration Bush.

Les forces policières ont bouclé un large périmètre autour du Musée des civilisations et ont fermé plusieurs rues partout à Ottawa et à Gatineau. Les cinq corps de police qui assurent la sécurité du président affirment qu'ils vont agir avec «souplesse» et «flexibilité» en fonction des manifestations, mais sans permettre de débordement de violence. «Ce sera tolérance zéro sur la violence», a prévenu Jocelyn Mineault, de la GRC.

Les vols prévus à l'aéroport d'Ottawa seront de nouveaux perturbés demain matin, alors que le président se rendra à Halifax pour terminer sa visite officielle. Il s'adressera alors à la population des Maritimes, soulignant à grands traits sa générosité le 11 septembre 2001, quand des dizaines d'avions ont dû atterrir d'urgence parce que l'espace aérien américain venait d'être bouclé.

Le Devoir

se complètent les uns les autres», dit-il. Même chose sur la question des PPP, dont on offre deux portraits dans *L'Annuaire 2005*.

Malgré l'étendue de la couverture 2005, Michel Venne aurait bien aimé ajouter certains éléments, qui, à son avis, manquent à l'édition actuelle. Notamment une bonne analyse sur le phénomène des gangs de rue, puis un état de la scène théâtrale québécoise. «Ce sera pour la prochaine fois, souhàite-t-il. À condition que ces débats évoluent. L'an dernier, j'avais promis un texte sur la question du mariage homosexuel: on ne l'a finalement pas fait, parce que le débat n'a pas avancé depuis ce temps.»

2006 en route

Quand lui, Michel Venne, regarde l'année écoulée, que retient-il? «Il y a eu une grande ébullition sur le plan politique, dit-il. Le gouvernement a pris des décisions qui ont fait réagir les gens. On a ouvert des champs, on a appelé à des résistances, mais aussi à des propositions [...] Où cela mènera-t-il, je ne sais pas, mais la réflexion est en marche.» En attendant de savoir si cette tendance se maintiendra, M. Venne prend des notes: la table des matières 2006 se prépare dès maintenant.

Le Devoir